



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

PROGRAMME TUIJENGE AMANI !

RAPPORT DU DIALOGUE SOCIAL SUR LES CAUSES DE LA PERSISTANCE DES GROUPES ARMES DANS LES TERRITOIRES DE KALEHE ET DE SHABUNDA



Cérémonies d’Ouverture du dialogue



Les participants suivent attentivement la présentation des CDM et Noyaux Jeunesse Tujenge Amani

Bukavu, Avril 2017

Table des matières

1 .INTRODUCTION.....	3
2. CADRE DE L'ORGANISATION DU DIALOGUE	4
2.1. CONTEXTE	4
2.2. OBJECTIFS.....	5
2.2.1. Objectif global.....	5
2.2.2. Objectifs spécifiques.....	5
2.2.3. Résultats Attendus	6
2.2.4. Catégories de participants.....	6
2.3. METHODOLOGIE.....	6
3. PRESENTATIONS ET ECHANGES SUR LES ACTIONS EN COURS	7
3.1. Les exposés des structures communautaires de paix et autres leaders de communautés engagés dans les actions de réductions des violences communautaires.	7
3.1.1. Exposé du CDM Bulambika et Noyaux <i>Tujenge Amani</i> Bunyakiri	7
3.1.2. Exposé du CDM et Noyaux jeunesse <i>Tujenge Amani</i> de l'axe Katasomwa	8
3.1.3. Exposé sur les Réalisations de Sensibilisations au Processus DDR dans les hauts plateaux/Nyabibwe et Lumbishi.	9
3.1.4. Exposé des leaders de Shabunda organisés en Lusu Shabunda.....	10
3.2. Des échanges après les exposés des structures communautaires et acteurs engagés dans les actions de stabilisation.....	13
4. TRAVAUX EN CARREFOUR D'HARMONISATION DES DEFIS IDENTIFIES.....	16
4.1. Principaux Défis Identifiés (5)	16
4.2. Constitution des groupes de travaux en carrefour.....	17
4.2.1. Premiers travaux en Carrefour sur les causes et les pistes de solution	17
4.2.2. Deuxièmes travaux en Carrefour sur les actions concrètes et responsabilités.....	20
5. ENGAGEMENT DES PARTICIPANTS.....	24
6. ANALYSE ET LEÇONS TIREES	24
7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	25

1 .INTRODUCTION

Dans sa mission d'accompagner les membres des communautés locales dans le processus de transformation positive de leurs conflits et dans ses objectifs de contribuer à la promotion de la paix et la concorde entre les communautés en conflit ainsi que renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la transformation des conflits afin de promouvoir la bonne gouvernance et la culture de dialogue, l'Action pour la Paix et la Concorde (APC) en synergie avec ses partenaires vise à comprendre les causes de la persistance des groupes armés malgré le message d'appel à la paix dans les territoires de Kalehe et de Shabunda dans la province du Sud Kivu.

En effet, depuis 2014, l'APC est active dans les deux territoires ci-haut cités dans le cadre du programme *Tujenge amani*. Ce dernier est appuyé techniquement et financièrement par le Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE)/Suisse via son Ambassade à Kinshasa en RDC. Dans une approche participative et inclusive, les structures communautaires de paix ont été mises en place (Cadres de dialogue et de médiation en abrégé CDM et noyaux mamans et jeunesse *Tujenge Amani* dans les deux territoires précités. Les membres de ces structures proviennent des groupes ethniques, de couches socioprofessionnelles actives dans les sites d'implémentation. Ils avaient été choisis par voie des élections organisées en forme d'assemblées électives. Ces dernières ont connu la participation des autorités coutumières et politico-administratives du niveau local, des leaders des communautés locales, des organisations féminines, des jeunes, des associations et des opérateurs économiques œuvrant dans la zone.

Les membres de ces structures travaillent pour la paix dans leurs communautés respectives qu'ils représentent. Leurs activités peuvent être résumées en ces termes : l'organisation des séances de médiation entre les parties en conflit ; la tenue des séances de sensibilisation sur la cohabitation pacifique ; les contacts et rencontres avec les leaders des communautés pour faciliter la démobilisation et le désarmement des éléments des groupes armés qui sont à la base de violences communautaires provoquant ainsi l'instabilité. C'est ainsi que les activités d'échange en format dialogue social sont toujours privilégiés en vue de permettre aux acteurs d'analyser les causes et les conséquences des conflits collectifs. C'est pendant ces dialogues sociaux que les membres des communautés concernées discutent et se con viennent sur les mécanismes et les stratégies d'auto prise en charge en matière de construction de la paix.

Dans ce cadre, le présent rapport sur le dialogue social organisé à Kalehe Centre a regroupé les acteurs stratégiques dont les officiers militaires, les autorités politico-administratives locales, les membres des structures communautaires et d'autres leaders engagés dans les actions de réduction des violences liées aux groupes armés dans les territoires de Kalehe et de Shabunda. Pour renforcer l'implication des autorités provinciales, ce dialogue a connu également la participation active des Ministres de l'intérieur, décentralisation et sécurité, celui du plan et coordinateur du programme STAREC, la chargé de mission de STAREC ainsi que les conseillers aux ministères ayant les affaires foncières et développement rural dans ses responsabilités, celui du transport et voie de communication ainsi que le conseiller politique du Gouverneur de province du Sud-Kivu. Le dialogue, les interactions directes entre ces autorités et les acteurs engagés directement dans les sensibilisations des leaders des groupes armés a renforcé l'espoir et l'engagement des acteurs locaux mais aussi les autorités ont eu plus d'informations sur la sécurité et les défis de la stabilisation de la province. En plus, ce dialogue a eu le privilège de la participation de Monsieur Joachim Kercan du DFAE Suisse basé à Berne, ce qui lui a permis de comprendre les réalités locales, les difficultés, les enjeux et l'approche méthodologique du Programme Tujenge Amani.

Ainsi, le présent rapport fait état des défis de la construction de la paix ; des causes principales de la persistance des groupes armés, des avancées ou résultats déjà observées à travers les présentations des structures communautaires engagées dans les actions de stabilisation, des pistes de solutions définies ; les actions concrètes à être menées suivies des engagements pris par les participants. Il convient de préciser que les engagements ont été pris par les participants de Kalehe et de Shabunda.

2. CADRE DE L'ORGANISATION DU DIALOGUE

2.1. CONTEXTE

Le programme *Tujenge Amani* est aligné dans la stratégie I4s et s'inscrit dans le processus de stabilisation des Provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu à travers le programme national dit STAREC au niveau de l'ensemble du territoire de la RDC. Le programme *Tujenge Amani* vise la réduction des violences communautaires à travers le dialogue social. Il s'intéresse essentiellement aux zones affectées par les conflits armés causés par les guerres à répétition et la persistance des groupes armés.

Dans le cadre de ce programme, APC a déjà réalisé plusieurs activités parmi lesquelles des dialogues sociaux à Bunyakiri, à Katasomwa et Shabunda. Au cours de ces derniers, les acteurs comprennent la nécessité de la participation de toutes les parties prenantes dans le processus de la consolidation de la paix. Ils manifestent leur engagement à travers la signature des actes d'engagements ainsi la mise en œuvre des actions prioritaires définies.

Ainsi avec l'implication de parties concernées par ce programme, celui-ci a le mérite d'avoir produit pendant cette première phase, entre autres résultats en termes de changements :

Le premier résultat est constitué par les avancées en renforcement des capacités de résilience des communautés en termes de l'auto-responsabilisation. Ce qui fait que chaque fois que les groupes armés développent les nouvelles stratégies ou sont en affrontements avec les forces armées de la RDC, les leaders locaux organisent eux-mêmes des dialogues sociaux, des rencontres stratégiques pour gérer la crise dans le but de prévenir et réduire les violences communautaires. Dans le cadre de ce programme, depuis 2015 deux Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM) et 15 noyaux jeunesse *Tujenge Amani* sont actuellement fonctionnels dont 11 sur axe Bunyakiri et 4 dans la partie Nord du groupement de Mubuku sur l'axe Katasomwa et deux autres noyaux maman et jeunesse *Tujenge Amani* sont aux services des communautés dans le territoire de Shabunda. Au fil de temps, les membres de ces noyaux, y compris les ex-combattants des groupes armés ont pris le courage de sensibiliser les éléments des groupes armés pour les amener à adhérer au processus de démobilisation, de désarmement et de réinsertion (DDR).

Le deuxième résultat est le renforcement progressif de la cohabitation pacifique entre les membres des communautés locales dans les sites prioritaires du programme *Tujenge Amani*. Des membres des communautés en conflit depuis des années sont dans les mêmes structures communautaires pour agir ensemble sur les conflits. Grâce à ce programme, les échanges socioéconomiques entre les membres des communautés en conflit ont repris.

Le troisième résultat est la démobilisation de certains éléments des *Raia Mutomboki* (RM) à travers les séances de sensibilisation accomplies par les acteurs locaux. Dans l'ensemble, au moins 456 armes dont 163 armes de fabrication locale ont été remises aux FARDC par plus de

1570 RM démobilisés qui se sont fait identifier. Plus de 450 jeunes s'étaient également auto-démobilisés sans s'identifier auprès des FARDC basées dans les zones concernées. Sur la culture du dialogue social, la cohabitation pacifique et le processus DDR, 10813 membres de communautés ont été directement sensibilisés.

Le quatrième résultat est le niveau de désengagement des certains leaders locaux et la grande partie de la population vis-à-vis des groupes armés. En effet, le Programme *Tujenge Amani* avait commencé dans un contexte de protection parallèle. Ce système signifiait que chaque communauté devrait assurer sa propre sécurité et les membres de communautés avaient une certaine confiance aux miliciens qu'aux autorités étatiques. Les communautés locales ne collaboraient donc pas facilement avec les services de sécurité de l'Etat congolais. Grâce au Programme *Tujenge Amani* à travers les dialogues sociaux, il y a reprise de la collaboration entre les communautés locales et les services étatiques. Les membres des communautés ont fini par comprendre la nécessité des services de l'Etat dans leurs milieux de vie. Ils ne font plus recours aux groupes armés pour régler leurs litiges. L'on peut ainsi dire que les membres des communautés locales sont dans un processus de déconstruction des perceptions négatives contre les institutions de l'Etat. Ils sont en plein processus de développement de la culture de dialogue dans leurs territoires respectifs.

Malgré toutes les avancées énumérées ci-haut, il a été observé néanmoins depuis le deuxième semestre de l'année 2016 l'existence de certains leaders des groupes armés réfractaires au processus de la paix. Autrement dit, il y a des groupes armés qui persistent dans la zone. Cette persistance a pour conséquence entre autres les exactions sur les populations civiles, le contrôle de certains villages et la réorganisation et coalitions de certains groupes armés. En plus, les affrontements entre les FARDC et les groupes armés sont à la base de déplacement forcé des populations civiles rendant les conditions socioéconomiques de la population de plus en plus précaires les territoires de Kalehe et de Shabunda.

C'est dans le but d'analyser avec toutes les parties associées au Programme *Tujenge Amani* les causes profondes de la persistance de certains groupes armés au processus DDR et les enjeux derrière cette persistance afin d'en proposer les solutions et les engagements conséquents que ce dialogue social a été organisé à Kalehe.

2.2. OBJECTIFS

2.2.1. Objectif global

Il s'agit de contribuer à la consolidation de la paix, la cohésion sociale et la relance du développement socioéconomique à travers de nouvelles perspectives venant des acteurs du territoire de Kalehe.

2.2.2. Objectifs spécifiques

- Echanger les expériences entre les membres des structures communautaires engagées dans le processus de construction de la paix dans les différents axes du territoire de Kalehe ;
- Améliorer la compréhension commune des parties prenantes des causes de la persistance des réfractaires au processus de démobilisation dans le territoire de Kalehe ;
- Définir les stratégies efficaces susceptibles d'engager les leaders des groupes armés réfractaires au processus dans une nouvelle perspective de démobilisation, de désarmement et de réinsertion des éléments groupes armés du Territoire de Kalehe ;

- Renforcer l'engagement des parties prenantes dans les nouvelles stratégies d'actions de sensibilisation et de plaidoyer auprès des autorités compétentes pour améliorer la qualité d'actions du processus DDR ;

2.2.3. Résultats Attendus

- Le partage des expériences sur les actions réalisées dans le cadre de la sensibilisation des éléments des groupes armés pour intégrer le processus DDR par les membres des communautés ;
- L'analyse par les parties prenantes des défis, des forces et des faiblesses des actions déjà menées ;
- L'analyse par les parties prenantes des causes majeures de la persistance de certains groupes armés dans le territoire de Kalehe avec un focus sur l'axe Bunyakiri et Katasomwa ;
- La définition par les parties prenantes de nouvelles stratégies et de nouveaux mécanismes pour renforcer les actions des membres de noyaux et des CDM dans le processus DDR des GA à Katasomwa et dans l'axe Bunyakiri ;
- Le renouvellement de l'engagement des autorités provinciales et locales à s'impliquer davantage et effectivement dans les nouvelles stratégies et mécanismes définis.

2.2.4. Catégories de participants

Ce dialogue social sur les causes de la persistance de certains groupes armés dans le territoire de Kalehe a eu lieu à Kalehe-centre du 5 au 6 avril 2017. Il a réuni **69** acteurs dont 16 femmes. De manière plus détaillée, il s'est des catégories sociales suivantes :

1. Les autorités politico-administratives et sécuritaires au niveau provincial ;
2. Les autorités politico-administratives et sécuritaires du niveau local/territorial ;
3. Les autorités coutumières ;
4. Les leaders des communautés ;
5. Les membres des structures communautaires (CDM et Noyaux Jeunesse *Tujenge Amani*) engagés dans les actions de consolidation de la paix ;
6. Les organisations de la société civile.

Ces acteurs sont venus de la ville de Bukavu, du territoire de Kalehe (axe littoral et axe Bunyakiri) et du territoire se Shabunda. Ils sont tous d'une part impliqués dans le processus de stabilisation. Ils sont souvent au service des communautés habitant les sites où le programme *Tujenge Amani* est en exécution. Parmi les participants, il y en a ceux qui ont dans leurs charges d'Etat, la gestion des projets de stabilisation.

2.3. METHODOLOGIE

Dans la phase de préparation, il était organisé à Bukavu de contacts en bilatéral avec les autorités provinciales à savoir le ministre provincial du plan, des affaires intérieures et le STAREC pour échanger autour des travaux préparatoires notamment la méthodologie et stratégies de réalisation. Sur terrain, il y a eu des échanges avec les acteurs clés par le biais des animateurs de terrain afin de les mettre au courant de l'activité. Les outils d'utilité pédagogique et logistiques étaient produits à savoir les termes de référence, l'écriture et l'impression des économies des exposés, l'écriture, l'impression des invitations et leur dispatching aux acteurs.

A l'étape du déroulement de ce dialogue social à Kalehe, hormis les cérémonies d'ouverture et la présentation du cadre du dialogue, l'économie de travaux a débuté par le partagé des

expériences des acteurs œuvrant à Kalehe et à Shabunda à travers les exposés sur leurs réalisations respectives. Tout au long de leurs exposés, les participants faisaient état des résultats atteints et des difficultés et/ou obstacles rencontrés dans différents sites d'intervention du programme *Tujenge Amani*.

Ces exposés avaient conduit à l'ouverture d'un échange entre les différentes catégories d'acteurs. S'en est suivi des travaux en carrefours pour analyser les causes, définir les pistes de solution des principaux défis de la persistance des groupes armés. Les résultats des travaux de ce carrefour étaient restitués en plénière. Puis d'autres travaux en carrefour étaient organisés pour amener les acteurs à définir par piste de solution les actions susceptibles de guérir ces causes.

A la fin, la liste des engagements tant individuels que collectifs des acteurs dans le sens de la mise en œuvre de ces actions définies, fut dressée.

3. PRESENTATIONS ET ECHANGES SUR LES ACTIONS EN COURS

3.1. Les exposés des structures communautaires de paix et autres leaders de communautés engagés dans les actions de réductions des violences communautaires. Les différents exposés de ces structures communautaires et ceux de certaines personnalités engagées dans le processus de construction de la paix ont porté à la connaissance des participants les informations suivantes : leurs missions et leur mode de travail, lesquels sont essentiellement axés sur la reconstruction de la paix dans la zone d'intervention du programme *Tujenge Amani*. Ils ont également parlé des résultats et des difficultés et/ou obstacles, des défis et des pistes de solutions proposées sous forme des recommandations.

3.1.1. Exposé du CDM Bulambika et Noyaux *Tujenge Amani* Bunyakiri

Les résultats atteints depuis février 2015 sont les suivants :

- 4592 acteurs atteints par les séances de sensibilisations organisées par le CDM et les noyaux. Parmi ces acteurs il y a eu 1.228 hommes, 950 femmes, 1331 jeunes garçons et 1083 jeunes filles ;
- 257 Armes remises aux éléments FARDC basés à Bunyakiri dont 95 Ak47 et 162 Armes de chasse, par les éléments des groupes armés RM ;
- 15 noyaux jeunesse *Tujenge* mis en place et sont opérationnelles dont 11 dans différents villages sur l'axe Bunyakiri et 4 dans les villages de la partie nord du groupement de MUBUKU sur l'axe Katasomwa. Les membres de ces noyaux ont pu sensibiliser 673 Jeunes et ces derniers s'étaient désolidarisés des groupes armés. 83 de ces jeunes sont passés par le PNDDR/MONUSCO et ont reçu leurs kits de réinsertion socioprofessionnelle après leur formation en techniques de métiers à KITONA et KAMINA.

Quant aux résultats du processus de médiations, il y a lieu de relever que les membres de CDM ont identifié 54 conflits dont 8 fonciers. De ces 54 des conflits, 18 ont été résolus pacifiquement et assortis d'actes de compromis dont deux conflits fonciers. Les difficultés ont

été également nombreuses pendant l'exécution de la tâche leur assignée, l'on peut citer les difficultés suivantes :

- Le manque d'encadrement socio-professionnel des jeunes qui se sont désengagés des



Modératrice du CDM répond aux questions après sa présentation.

groupes armés par conséquent, plus de 63 jeunes qui s'étaient déjà désengagés ont réintégré leurs anciens groupes armés d'une part à causes de certains tireurs des ficelles qui ne veulent pas que la situation sécuritaire de Bunyakiri puisse changer positivement et le manque d'encadrement socio-professionnel de ces derniers d'autre part,

- La manipulation des éléments GA par certains chefs coutumiers qui se servent de ceux-ci comme boucliers dans leurs entités coutumières à Bunyakiri ;
- Le mauvais état de la route nationale N°3 au point que la zone est devenue totalement inaccessible ;
- La lenteur observée dans le processus de formation des jeunes démobilisés en techniques par le PNDDRR avec l'accompagnement de la MONUSCO.

3.1.2. Exposé du CDM et Noyaux jeunesse *Tujenge Amani* de l'axe Katasomwa

Les résultats des séances de sensibilisation sont les suivants :

Au cours de cette année 2016, 3.676 acteurs ont été sensibilisés dont 1478 hommes, 1094 femmes, 602 jeunes garçons et 502 jeunes filles. Ces séances de sensibilisation se sont déroulées dans les sites de Bushaku li, Kaitolea, Lijiwe, Mbesho, Mweya, Katasomwa Centre, Kitendebwa, Mushunguti, Cirimiro, Murango, Ramba, Bushengeshenge Nyamugari Bikunda I et II.

Quant aux résultats des séances de médiation, il y a lieu de relever ce qui suit : Depuis le mois de janvier jusqu'au mois de décembre 2016, les membres du CDM *Tujenge Amani* Katasomwa avaient identifiés 123 conflits au bureau du CDM. De ces conflits, 40 ont été résolus assortis d'actes de compromis dont 14 fonciers et 26 conflits à caractère socioéconomique.



Membre du noyau présente les résultats des sensibilisations des GA

Les Résultats obtenus des noyaux Jeunesse Tujenge Amani sur l'axe Katasomwa/Mubugu sont les suivants :

- 2545 acteurs sensibilisés sur le processus DDR dans les sites de Mushunguti, Cirimiro, Ramba et Katasomwa dont 2045 jeunes garçons et 500 jeunes filles,
- 27 jeunes RM se sont rendus et 18 armes de guerre ont été remises auprès des FARDC.
- 6 médiations entre les parties aux conflits ont été réalisées dont deux à Ramba, trois à Mushunguti et un à Cirimiro.

Dans l'exécution de leur mission, les difficultés suivantes ont été rencontrées :

- Manipulation de certains éléments GA par les membres de leurs familles pour des raisons lucratives et culturelles ;
- La vastitude du rayon d'action au point que les membres du CDM ne parviennent pas à le couvrir en intégralité pendant les séances de sensibilisation et de médiation ;
- La complexité de certains conflits fonciers dépassant ainsi la compétence des CDM ;
- L'enclavement des sites concernés par les actions du programme *Tujenge Amani* et l'inaccessibilité des zones occupées par les GA,
- La présence de plusieurs acteurs délocalisés qui de loin soutiennent les GA dans la zone ;
- L'insécurité des démobilisés et des sensibilisateurs par les FARDCS et autres agents de sécurité.

3.1.3. Exposé sur les Réalisations de Sensibilisations au Processus DDR dans les hauts plateaux/Nyabibwe et Lumbishi.

Les hauts plateaux du territoire de Kalehe sont habités majoritairement par trois communautés à savoir les tutsi, les hutu, les Batembo et par quelques Bahavu. Certaines de ces communautés ont intériorisé la cohabitation pacifique et acceptent de se marier entre eux. Ils ont adopté le dialogue comme mode de transformation de leurs conflits communautaires. Les résultats atteints par les membres de la communauté Hutu et la coopérative agropastorale sont les suivants :



Un leader présente les résultats de sensibilisation des groupes armés

- 11 conflits communautaires violents qui avaient rompu les relations entre membres des communautés des hauts plateaux de Kalehe ont été pacifiquement résolus grâce au dialogue ;
- La sensibilisation de 350 combattants du groupe armé Nyatura de la communauté Hutu jusqu'au centre de transit de Nyamunyunyi/Kavumu et les autres au centre de Bweremana dans la province du Nord-Kivu ;

- Dans le cadre de la résilience, les communautés se sont regroupées en barza intercommunautaire de haut plateau de Kalehe Nord. Cette Barza est composée de 12 membres. Elle est opérationnelle depuis 2016 ;
- 339 jeunes combattants du groupe Nyatura, Raiya Mutomboki et Mai-Mai se sont volontairement rendus au près des FARDC basés à NYABIBWE avec 3 armes AK47. Ils ont choisi le processus DDR/MONUSCO en avril 2016 ;
- 5 dialogues communautaires ont été organisés dans 5 entités principales des hauts plateaux de Kalehe entre les quatre communautés du territoire de Kalehe à l'issue desquels les parties prenantes ont signé des actes d'engagement pour la consolidation de la paix au sein des leurs communautés respectives.

Plusieurs difficultés ont été rencontrées lors de l'exécution des tâches ci-haut décrites :

- La perception négative de certains leaders mal intentionnés ;
- Le manque de matériel de sensibilisation et de rapportage ;
- Le manque total de moyen financier (transport, Restauration, location des salles)
- L'avis contraire de combattants vis-à-vis du programme DDR du Gouvernement congolais ;
- La non implication des élus de Kalehe dans le processus de pacification ;
- Le faible accompagnement de la Chefferie de Buhavu en tant qu'entité décentralisée ;
- Le non encadrement ou réinsertion socioéconomique des ex combattants ;
- La non collaboration des autorités du Territoire de Kalehe et de Masisi sur plan sécuritaire,
- La manipulation des leaders des groupes armés en utilisant le message de Balkanisation de la RDC par certaines personnes qui veulent maintenir les groupes armés ;

3.1.4. Exposé des leaders de Shabunda organisés en Lusu Shabunda

Les membres de *Lusu Shabunda* ont fait un état de lieux dans leur exposé de la naissance du mouvement RM. Ils ont reconnu que le territoire de Shabunda et le berceau de naissance de ce groupe à cause du massacre par les forces armées pour la libération du Rwanda (FDLR) appartenant au groupe Kamwanga Muchele en 2008 pendant que les militaires FARDC étaient au centre de brassage à Nzibira et à Luberizi. Cette pratique avait révolté messieurs Eyadema et Kikuni juristes qui s'étaient rendus chez Jean Rusumbu, pasteur de l'église Kimbanguiste pour obtenir des gris-gris afin de devenir Raya Mutomboki et ainsi affronter sans peur les FDLRS et les chasser de leurs différents camps de concentration dans chaque groupement du territoire de Shabunda. Le slogan de se prendre



en charge était le slogan utilisé par les fondateurs de RM pour amener les jeunes à le rejoindre. Suite à cette mobilisation de jeunes, les FDLR étaient mis en débandade et disséminés dans les entités voisines à Shabunda comme Kalehe, Kabare et Mwenga, rapporte-t-on sur le terrain.

Actuellement, l'ampleur de jeunes RM a sensiblement diminué sur toute l'étendue du territoire de Shabunda. Il persiste encore un groupe à Lulingu-Nymbembe à savoir le groupe Kabazimia qui refuse de se rendre au centre de démobilisation craignant ainsi d'être tué comme ce fut le cas de la demande du feu seigneur de guerre Sisawa qui aurait été empoisonné et de Eyadema, mort en détention à la prison Centrale de Makala au cours d'un match de faire Play entre prisonniers. C'est pour cela qu'il s'observe un calme relatif depuis bientôt une année.

Cependant, dans la partie Nord-Sud des groupements Bamuguba-Nord et Sud, une partie du territoire de Shabunda en limite avec certains groupements des territoires de Kalehe, Kabare et Walungu, se cachent encore quelques groupes armés qui n'ont pas favorablement répondu au message de désolidarisation des pratiques de port illégal d'armes de guerre. C'est le cas des seigneurs de guerre major Ngangu, Donnat, Kabazimia, Charlequin, et Mabala qui ont leurs bases dans les sites miniers et où ils font l'exploitation artisanale des minerais. En même temps, ils rançonnent les populations environnantes avec possibilité d'entretenir des relations avec les autres milices voisines.

Quelle sont les initiatives en cours dans Shabunda?

1. Le lancement du programme *Tujenge Amani* exécuté par APC dans le territoire de Shabunda ;
2. Tenue du dialogue social initié par la notabilité de Shabunda pour matérialiser la mise en œuvre des engagements pris aux travaux du dialogue organisé dans le cadre du programme *Tujenge Amani*,
3. L'existence d'un plan d'action de stabilisation de Shabunda élaboré par les acteurs ayant participé aux travaux de ces dialogues sociaux ;
4. La sensibilisation des membres des familles dont les enfants sont impliqués dans les mouvements ;
5. L'implication des autorités coutumières dans le processus ;
6. La collaboration facile des FARDC avec des civils.

Résultats atteints dans le Territoire de Shabunda

- Les leaders des communautés ont compris la nécessité de se désolidariser des RM et sont engagés dans les actions de sensibilisation des leaders des groupes armés ;
- Depuis 2015 à mars 2017, 520 éléments de RM se sont rendus et ont remis 178 armes auprès des FARDC,
- La confiance entre la population et les autorités locales se restaure progressivement ;

Les difficultés suivantes avaient également été rencontrées :

1. La réticence du pouvoir politique par rapport au financement des actions de sensibilisation ;

2. L'implication d'autres ressortissants des autres territoires dans le mouvement (venus de Kalehe, Kabare et Walungu.)
3. L'insécurité des sensibilisateurs ;
4. L'inaccessibilité des vastes espaces occupés par les RM ;
5. La présence des certains RM dans les territoires voisins
6. La non prise en charge des démobilisés par les structures officielles habilitées.

Résumé des présentations des acteurs engagés dans les actions de sensibilisation dans le cadre du programme Tujenge Amani.

Axe/Structures de paix	Nombre personnes sensibilisées	Nombre ex combattants sensibilisés	Nombre d'armes remises	Changement/Résultat
CDM et Noyaux Tujenge Amaani Bunyakiri	4592	673	257	Les conflits commencent à être réglés à travers les séances de médiation et de dialogues sociaux organisés à la base.
CDM et Noyaux Tujenge Amani Katasomwa	6221	27	18	
Acteurs de Nyabibwe/Lumbishi		350	3	L'implication effective des acteurs au processus de stabilisation et de DDR.
Acteurs de Shabunda		520	178	
TOTAL	10813	1570	456	

Difficultés majeures identifiées par les acteurs engagés dans les actions de sensibilisation dans le cadre du programme Tujenge Amani

1. La faible collaboration des autorités politico administratives des entités se trouvant sous emprise des GA et celles victimes de l'absence et ou faiblesse de l'autorité de l'Etat
2. Le manque d'encadrement socio- professionnel des jeunes qui se sont désengagés des groupes armés et par la suite ils réintégré leurs anciens groupes armés,
3. La lenteur observée dans le processus réinsertion socioprofessionnel des démobilisés par le PNDDRR avec l'accompagnement de la MONUSCO.
4. La manipulation des éléments GA par certains membres de familles, acteurs politiques en quête de positionnement politique, chefs coutumiers qui se servent de ceux-ci comme boucliers dans leurs entités coutumières à Bunyakiri ;
5. L'enclavement des sites concernés par les actions du programme *Tujenge Amani* et l'inaccessibilité des zones occupées par les GA,

3.2. Des échanges après les exposés des structures communautaires et acteurs engagés dans les actions de stabilisation

Après les différentes présentations des structures communautaires engagées dans les actions de sensibilisation des jeunes et leaders des groupes armés, un échange agrémenté par diverses tendances entre trois blocs d'acteurs parmi les participants. Selon les positions et les intérêts les participants se sont constitué naturellement en trois blocs qui sont : (a) les représentants de ces structures communautaires engagées dans les actions, (b) les leaders locaux, acteurs de la société civile et les chefs coutumiers et enfin (c) les autorités politiques et de sécurité provinciales et locales.

Les grandes tendances du dialogue étaient au départ orientées par les positions et les intérêts de ces trois types d'acteurs avec trois sons de cloches, même si pour toutes les questions les acteurs n'avaient pas l'unanimité au sein de chaque catégorie.

La première tendance se traduisait par l'expression libre, le défoulement des acteurs impliqués dans les actions de sensibilisation du fait qu'ils sentent abandonnés par des autorités étatiques. Pour ces acteurs certains agents de services de sécurité manque de volonté de s'engager dans les actions de sécurité et de stabilisation pour lesquelles ils sont engagés par l'Etat. Par contre, ils se livrent aux menaces, aux arrestations des acteurs impliqués dans les actions de sensibilisation des leaders des groupes armés pour adhérer au processus DDR sous prétexte qu'ils sont complices de ces leaders des groupes armés. Pour décourager davantage ce processus, ils poursuivent certains ex- combattants en les rançonnant au motif que leur présence dans les zones n'était pas annoncée aux services compétents (ANR, FARDC et PNC). Ceci crée une résistance dans le chef des GA à se rendre. A cet égard, pour ces acteurs engagés dans les actions, les attitudes et comportement de certaines autorités locales les mettent à la fois en conflit avec les leaders des groupes

armés (GA) et les agents de services de sécurité tellement qu'il devient difficile pour eux de faire efficacement leur travail de sensibilisation. Les ministres provinciaux et d'autres personnalités ont reconnu les efforts des structures communautaires dans les actions de stabilisation et les ont encouragés de poursuivre les initiatives encours. Ceci a renforcé la confiance mutuelle entre autorités et acteurs engagés dans les actions de stabilisation.

Un autre problème décrit par les membres des structures engagées dans les actions de sensibilisation est celui de l'insuffisance des moyens tant logistique que financier devant leur faciliter le travail sur le terrain, lesquels moyens pouvaient provenir du budget de l'Etat, notamment dans les budgets des Entités Territoriales Décentralisées(ETD). En plus, ces acteurs fustigent également un manque de collaboration par moment entre les responsables de services de l'Etat. Ce qui fragilise les actions de stabilisation et explique le fait que par moment, les structures ont bénéficié de la collaboration de telle autorité et non de telle autre. Revenant sur la question de gestion des ETD, le Ministre provincial de l'intérieur et décentralisation avait expliqué que le gouvernement provincial appui les actions de développement local à travers les frais de rétrocession mensuellement accordés aux Chefs de Chefferies mais les leaders de communautés ne font aucun suivi d'utilisation de ces fonds.



Le Ministre de l'Intérieur explique la rétrocession faite par Gouvernement provincial aux ETD

La deuxième tendance était la position des autorités, particulièrement les officiers militaires de FARDC d'accuser certains leaders et chefs coutumiers de complice et soutien aux groupes armés. Pour ces officiers FARDC, les chefs coutumiers tant que responsables de la communauté qui devaient constituer l'avant-garde contre les groupes armés sont malheureusement accusés de complice de ces groupes. Pour eux, l'absence des chefs de chefferies et certains chefs de groupements de Kalehe, même s'ils sont représentés, dans ce dialogue et d'autres activités de pacification de leurs entités témoignent soit de leur négligence, soit leur complicité. Pourtant, ces chefs présentent l'insécurité comme motif justifiant leur séjour prolongé en dehors de leurs postes de travail. Ceci serait même à la base de la mauvaise gestion qui



Les FARDC expliquent la complicité de certains chefs coutumiers



leur est reprochée dans leurs ETD autant par les autorités provinciales que par la population. Cette mégestion très décriée pousse certains chefs coutumiers de demeurer insouciant de l'instabilité de leurs entités et qu'ils utilisent comme justification de la non-réalisation de projets de développement local. L'autre son de cloche est celui de certains chefs coutumiers et leaders qui estiment que certains officiers militaires collaboreraient avec certains leaders des groupes armés et d'autres ne sont pas engagés réellement dans la traque de groupes armés. Ces acteurs soutiennent leur argument par l'exemple du Raiya Mutomboki Shukuru, qui avait été sensibilisé par les leaders et qui était pendant trois mois dans le centre de Mashere dans le groupement de Kalima et ce, en attendant que les FARDC, le DDR s'occupent de lui. Trois mois, après il revenu dans la forêt avec plus de 50 éléments pour continuer à tracasser la population. Pour ces acteurs, c'est un cas avéré de la négligence de l'Etat dans le traitement de la question des groupes armés.

La troisième tendance développée par les acteurs de la société civile et autres leaders locaux avait son focus sur la volonté de prise de conscience en termes d'auto prise en charge et engagement. Ceci se rapporte à la liste des actions déjà réalisées par les acteurs locaux visant la consolidation de la paix dans les territoires de Kalehe et de Shabunda tel que présenté ci-haut. Cette tendance a reconnu aussi les efforts de certains services de l'Etat ainsi que leur collaboration avec les membres des structures communautaires pour la consolidation de la paix. Toutefois, cette catégorie d'acteurs a insisté sur la faiblesse de l'autorité de l'Etat comme cause principale de l'instabilité de leurs entités. C'est dans ce contexte qu'un des participants a expliqué que le problème des groupes armés n'est pas difficile à démanteler mais l'Etat est seulement malade d'épilepsie. Cette déclaration était jugée de provocatrice par les autorités tant militaires que politiques. Ce vocable « *épileptique* » a fait que les autorités étatiques présentes dans la salle disent que l'Etat est bel et bien en marche et que les Congolais devraient apprendre à composer avec les faiblesses étatiques notées ci et là a martelé le ministre provincial de l'intérieur. Pour être plus explicite, les ministres de l'intérieur et celui du plan soutenus par le conseiller politique du Gouverneur ont démontré que l'Etat existe bel et bien et que la compréhension de l'Etat est complexe. Il s'agit de nous tous, institutions étatiques, les organisations et la population. Dans le cas d'espèce, nous réalisons déjà beaucoup d'actions pour la stabilisation et donc personne n'est épileptique d'entre nous et donc l'Etat ne l'est pas non plus.



Le Ministre du plan et coordinateur du STAREC explique les actions en cours dans la stabilisation avec le soutien du Gouvernement.

Même si au départ les échanges étaient tellement contradictoires et caractérisés par une prise de position, la facilitation du dialogue a conduit progressivement aux discours convergents. Ainsi, progressivement, ces différentes catégories d'acteurs ont fini par reconnaître l'existence et l'importance de l'Etat qui s'occupe de la sécurité des personnes et de leurs biens même malgré certaines faiblesses malheureusement reconnues. Aussi, il y avait la reconnaissance unanime de l'insécurité, de la présence des groupes armés, de leur origine communautaire et de liens qui existent entre eux et les autres membres de communautés habitants de Kalehe et de Shabunda. Ils ont reconnus les efforts de divers partenaires pour les résultats qui ont été présentés en termes des jeunes démobilisés et d'armes remises. Tous les acteurs ont été aussi d'accord que la présence des groupes armés est l'un de principaux freins du développement de ces territoires. Ces points de convergences sont à capitaliser positivement pour mettre fin au phénomène GA dans ces deux territoires.

C'est cette convergence dans la prise de conscience, de responsabilité et d'engagement des participants qui a ouvert positivement les travaux en carrefours pour analyser de manière objective les causes de la persistance des groupes armés et définir les stratégies et actions de réduction des groupes armés.



Mme la Coordinatrice adjointe de STAREC explique la nécessité de l'implication de tous les acteurs dans la stabilisation et félicite les acteurs pour le travail réalisé.

4. TRAVAUX EN CARREFOUR D'HARMONISATION DES DEFIS IDENTIFIES.

Comme indiqué ci-haut, quatre équipes avaient fait des présentations dont chacune d'elle avait une partie de défis. Pour connaître les causes de chaque défi, les participants étaient réunis en cinq groupes afin de mettre en lumière les principaux problèmes, d'en rechercher les causes principales en même temps que des pistes de solution.

4.1. Principaux Défis Identifiés (5)

1. Le refus de certains éléments démobilisés de se rendre à Kitona, Kamina pour le DDR ;
2. Le déficit d'encadrement dans la réinsertion sociale (DDR) des démobilisés ;

3. La complicité de certains chefs coutumiers, des leaders socio-politiques et certains agents de services de sécurité avec les groupes armés ;
4. L'enclavement des milieux visés par les actions de sensibilisation ;
5. l'insécurisation des sensibilisateurs par certains agents des services étatiques (SUSPICION et accusations de complicité).

4.2. Constitution des groupes de travaux en carrefour

4.2.1. Premiers travaux en Carrefour sur les causes et les pistes de solution

Les cinq groupes ont été constitués proportionnellement au nombre de défis principaux.

Questions de travaux en carrefour : Donnez trois causes principales pour chaque défi et proposez une piste de solution pour chaque cause. Le tableau synoptique suivant résume les résultats des premiers travaux en carrefour :

N°	Défis principaux	Causes principales	Piste de solution
1	Refus de certains éléments démobilisés de se rendre à Kitona, Kamina pour le DDR.	Faible prise en charge et long séjour dans les centres de rééducation	Créer des centres de démobilisation dans chaque province, Améliorer les conditions de démobilisation (prise en charge, durée, ...)
		Interférences politiciennes et crainte de poursuite judiciaire éventuelles de la part de certains candidats au processus DDR	Renforcer les actions de sensibilisation sur le processus DDR, Identifier et conscientiser les acteurs concernés (potentiels) à travers un dialogue entre les notables de Shabunda, Kabare, Kalehe et Walungu, Favoriser la réconciliation entre les démobilisés et les autres membres de communautés,
		Faible sensibilisation, car les acteurs ne sont pas formés	Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la sensibilisation en techniques de sensibilisation,
2	Déficit d'encadrement dans la réinsertion (DDR)	Absence de projets appropriés à la réinsertion et inadaptation de certains kits de réinsertion	Exécuter les projets de réinsertion adaptés aux besoins et réalité locale et aux ex combattants
		Négligence de certains ex combattants à mettre en pratique les acquis de la formation reçue et rechercher des gains faciles (vols, extorsion, etc.)	Sensibiliser les ex combattants à capitaliser les connaissances acquises aux centres de rééducation
		Proximité de groupes de leurs milieux de réinsertion et crainte de représailles de la part des communautés, des autorités civiles et militaires pour les abus commis,	Organiser des opérations militaires contre les groupes armés réfractaires au processus DDR et sensibiliser la population et les autorités civiles et militaires sur l'accueil des ex combattants malgré les abus commis,

3	La complicité de certains chefs coutumiers, des leaders socio-politiques et certains agents de services de sécurité avec les groupes armés	Conflits des pouvoirs coutumiers dans certaines juridictions	Restaurer l'autorité de l'Etat par la résolution des conflits des pouvoirs coutumiers,
		Manque de confiance et manipulation identitaire	Renforcer les dialogues entre communauté et créer des projets intégrateurs,
		Chantage politique	Faire participer les leaders politiques dans les activités de stabilisation voire séances de sensibilisation.
4	Enclavement des milieux visés par les actions de sensibilisation	Inefficacité du gouvernement	Responsabiliser les acteurs impliqués dans le processus de stabilisation, Vulgariser et disponibiliser au niveau local les textes sur la bonne gouvernance,
		Insécurité dans la zone	Multiplier les rencontres des acteurs au niveau local, Renforcer le processus de réforme des services de sécurité en RDC, Organiser des séances de sensibilisation sur le processus de la stabilisation, Organiser des séances d'échange entre la population et les services étatiques,
		Manque des moyens financiers	Lutter contre le coulage de recettes publiques, Mener des actions de plaidoyer auprès du gouvernement provincial pour que celui-ci focalise ses efforts sur les travaux de réhabilitation de routes d'intérêt provincial et local, Contrôler et sanctionner les auteurs de détournement de frais de rétrocession (ETD) alloués au développement des chefferies.
5	Insécurisation de sensibilisateurs par certains agents des	Faible niveau de collaboration entre certains sensibilisateurs qui se croient être indépendants de services étatiques	Coordonner les services de sensibilisation par le conseil de sécurité local, ANR, FARDC et les membres de la société civile impliquée

services étatiques (suspicion et accusations de complicité)	Complicité de certains services de l'Etat dans les activités de groupes armés	Identifier et dénoncer sans tabous les cas suspects dans le conseil de sécurité, Faire rapport à la hiérarchie du service impliqué
	Non maîtrise de travail par certains services de l'Etat et certains acteurs de la société civile impliqués dans la sensibilisation	Procéder au recyclage lors de recrutement, Faire participer les ex combattants aux activités de renforcement des capacités en techniques de résolution pacifique des conflits.

4.2.2. Deuxièmes travaux en Carrefour sur les actions concrètes et responsabilités

Une fois de plus cinq carrefours sont formés pour définir des actions concrètes pour chaque piste de solution proposée lors de premiers travaux en carrefour. Les résultats de ces travaux sont présentés dans le tableau suivant :

DEFIS	PISTES DE SOLUTIONS	ACTIONS CONCRETES A MENER	RESPONSABLES
Refus de certains éléments démobilisés de se rendre à Kitona, Kamina pour rééducation	Créer des centres de démobilisation dans chaque province, Améliorer les conditions de démobilisation (prise en charge, durée, ...) Renforcer les actions de sensibilisation sur le processus DDR, Identifier et conscientiser les acteurs concernés (potentiels) à travers un dialogue entre les	Construire un centre de démobilisation dans chaque province en vue d'améliorer les conditions de DDR, Organiser un dialogue social sur l'intérêt de stabilisation d'une entité regroupant les acteurs de Kabare, Kalehe et Shabunda	Pour le gouvernement congolais. DDR, APC
		Organisation des ateliers de renforcement des capacités des acteurs impliquée dans la sensibilisation au processus DDR	APC, DDR
		Identifier les élus et les chefs coutumiers de Kalehe et Shabunda et les autorités politico administrative ainsi que militaire pour solliciter leur implication au processus, Organiser entre membres de communautés et jeunes provenant des sites de rééducation de dialogues sur les principes de réinsertion dans leurs milieux de retour ;	APC et le gouvernement provincial (Ministre de l'intérieur, Chefferie, chef locaux, CDM et la Société civile.

	notables de Shabunda, Kabare, Kalehe et Walungu, Mener des actions favorisant la réconciliation entre les démobilisés et les autres membres de communautés,	Organisation des ateliers de renforcement de capacité pour les acteurs impliquée ; Mettre en place une commission pour la sensibilisation des élus de Kalehe et Shabunda sur leur implication au processus de stabilisation.	APC et Gouvernement provincial
Déficit d'encadrement dans la réinsertion (DDR)	Exécuter les projets de réinsertion adaptés aux besoins et réalité locale et aux ex combattants Sensibiliser les ex combattants à capitaliser les connaissances acquises aux centres de rééducation Organiser des opérations militaires contre les groupes armés réfractaires au processus DDR et sensibiliser la population et les autorités civiles et militaires sur l'accueil des ex combattants malgré les abus commis,	Construire un centre de métiers par section de formation et l'équiper des matériels (menuiserie, coupe et couture, soudure, maçonnerie, informatique etc.).	MONUSCO, Gouvernement congolais, ONG
		Installer des antennes Radio relai pouvant permettre la RTNC d'arroser les milieux habités par les ex-combattants pour faire passer des messages concrets de sensibilisation sur le processus DDR,	Gouvernement congolais
		Organisation des dialogues sociaux dans le cadre de mise en pratique des connaissances acquises à Kitona et Kamina par le biais de l'APC et PADEBU qui en ont l'expertise	Chefs de village, Groupement, Chefferie et aussi la société civile ainsi que les ONG opérationnelles dans le milieu
		Mener des opérations militaires conjointes FARDC et MONUSCO avec l'appui de la population	FARDC, MONUSCO
La complicité de certains		Mettre en place une commission d'enquête sur les conflits dans lesquels les ex combattants auraient été acteurs,	l'Etat, société civile, APC

chefs coutumiers, des leaders socio-politiques et certains agents de services de sécurité avec les groupes armés	<p>Restaurer l'autorité de l'Etat par la résolution des conflits de pouvoirs coutumiers,</p> <p>Renforcer les dialogues entre communauté et créer des projets intégrateurs,</p> <p>Impliquer les leaders politiques dans les activités de stabilisation voire séances de sensibilisation.</p>	<p>Organiser les dialogues entre communauté et initier les projets intégrateurs</p> <p>Mener de plaidoyer pour mobiliser les partenaires à financer les projets intégrateurs initiés.</p> <p>Organiser les séances d'échange entre les leaders, les notables, les chefs coutumiers et les groupes armés</p>	<p>APC</p> <p>APC</p>
Enclavement des milieux occupés par les GA donc visés par les actions de sensibilisation	<p>Contrôle de frais de rétrocession allouée au développement de chefferie</p> <p>Contrôle de recette publique de différentes taxes</p> <p>Réhabilitation de routes et construction</p> <p>Renforcer le processus de la réforme de service de sécurité</p> <p>Organiser les séances d'échange entre la population et le service étatique</p> <p>Lutter contre le coulage de recettes publiques.</p> <p>Mener le plaidoyer auprès du gouvernement pour les travaux</p>	<p>Mettre un comité de suivi et sanctionner les détournes de frais de rétrocession alloués aux ETD</p> <p>Vulgariser les textes légaux en langue locale,</p> <p>Multiplier les rencontres avec les acteurs au niveau local,</p> <p>Multiplier les rencontres entre les acteurs au niveau local</p> <p>Contrôler et sanctionner les auteurs du détournement du denier public</p>	<p>Assemblée provinciale, gouvernement provincial et AT</p> <p>Ministre de finances et AT</p> <p>office de route par le ministre de plan et des infrastructures</p> <p>Ministre de défense, l'intérieur et le conseil de sécurité local</p> <p>APC</p> <p>Ministre de budget, finances aussi</p>

	<p>de construction et réhabilitation des routes Contrôler et sanctionner les auteurs de détournement des ETD aloué au développement de la chefferie, groupement,...</p> <p>Organisation des séances de sensibilisation de miliciens et leurs alliés</p>		<p>l'assemblée nationale et provinciale</p> <p>Société civile et les chefs coutumiers</p> <p>Ministre de la justice, le gouverneur et la population(Communa uté) bénéficière.</p> <p>La communauté CDM, Noyaux J, TA Les églises et écoles</p>
<p>Insécurisation de sensibilisateurs par certains agents des services étatiques (suspicion et accusations de complicité)</p>	<p>Coordination des services de sensibilisation à travers le conseil de sécurité local</p> <p>Identification et dénonciation sous tableau des suspects (complices) dans le conseil de sécurité et faire rapport</p> <p>Lecture du P.V d'enquête</p> <p>Transmission des PV de conseil et celui de la commission d'enquête à la hiérarchie avec avis et considération de son président</p> <p>Procéder au recyclage juste après le recrutement</p>	<p>Convoquer des réunions hebdomadaires de sécurité élargie à la société civile (chaque lundi) et produire un P.V de la réunion.</p> <p>Organiser des descentes sur le terrain pour récolter les données (enquête sur les allégations faites contre l'agent d'un service quelconque par la commission constituée par la circonstance)</p> <p>Organiser d'une manière systématique (contrôle de scolarité, moralité notamment la considération à l'être humain avant son recrutement</p>	<p>Chef de la chefferie CPEA, Comdt FARDC, Comdt PNC, ANR, DGM, SOC.GV. et autres organisation en cas d'élargissement)</p> <p>Idem sauf les services incriminés</p> <p>Les chefs de services locaux</p> <p>Les chefs de chefferie</p>

5. ENGAGEMENT DES PARTICIPANTS

La société civile de Kalehe s'engage à organiser de séances de sensibilisation des membres de communautés afin qu'ils dénoncent régulièrement les cas suspects (éléments déstabilisateurs) ; à accompagner les membres des CDM et noyaux jeunesse *Tujenge Amani* dans les séances de sensibilisation ; à s'approprier les actions définies dans le plan d'actions.

La jeunesse de Kalehe s'engage à faire un suivi rigoureux de l'implication de tous les acteurs au processus de construction de la paix dans le territoire de Kalehe.

Les Chefs coutumiers /Murangu, Irangi, Bagana s'engagent à poursuivre les séances de sensibilisation des éléments groupes armés au processus DDR ; à dénoncer les réfractaires au processus et les cas suspects et enfin à sensibiliser leurs collègues à s'impliquer dans le processus de sensibilisation.

Les Autorités locales (services de sécurité, politiques et administratives) s'engagent à travailler en collaboration avec les membres de communautés pour traquer les fauteurs en eau trouble ; à garantir la sécurité des civils et de leurs biens et corriger les erreurs du passé ; à accompagner les actions de paix sur toute l'étendue du territoire de Kalehe, notamment la collaboration avec les structures communautaires qui sont engagées dans la sensibilisation des groupes armés à réintégrer la vie civile pacifiquement ;

Les autorités provinciales s'engagent (ministres et autres personnalités) à réitérer leur soutien aux actions qu'APC mène sur le terrain dans le cadre de la stabilisation en collaboration avec ses partenaires ; à poser des actes de paix à travers leurs services techniques et à toujours assurer APC du soutien du gouvernement provincial.

6. ANALYSE ET LEÇONS TIREES

Au cours des échanges, les participants aux assises ont reconnu les efforts fournis par APC dans la stabilisation des zones sorties des conflits armés. Ceux-ci souhaiteraient que ces efforts soient renforcés par quiconque épris de paix et qui porte les territoires de Kalehe et de Shabunda au cœur. En même temps, chaque acteur de paix devrait s'abstenir de toute forme de collaboration en termes d'appui moral ou matériel aux éléments des groupes armés.

Les causes en rapport avec l'insécurité dans les territoires de Kalehe et de Shabunda ont été discutées avec les autorités publiques ayant dans leurs attributions les matières liées à l'insécurité. Les interactions entre les autorités provinciales dont les ministres de l'intérieur et sécurité et celui du plan et coordinateur de STAREC et les membres des communautés locales ont été également très importantes en termes de communication donnant la parole aux plus petits pour une question cruciale de sécurité. La complicité de certaines autorités coutumières a été épinglée pendant les discussions. D'ailleurs, l'absence de deux chefs de chefferies visiblement remarquable dans la salle des travaux a été déplorée par les ministres provinciaux présents aux assises. Les visiteurs/invités ont constaté que les chefs de chefferies ne sont pas préoccupés par la paix mais plutôt par les frais de rétrocession. Il est urgent que les autorités provinciales puissent les expliquer leur mission.

La gestion des ETD, est une affaire des chefs mais également des membres des communautés locales, car l'argent rétrocédé provient du contribuable congolais vivant dans les chefferies coutumières ou secteurs. Par conséquent, il ne faut pas que les contribuables continuent à condamner le gouvernement provincial d'inactif pourtant il s'acquitte tant bien que mal de certaines de ses obligations (frais libérés aux ETD chaque mois). Il était dit par l'une des autorités provinciales, qu'il y a certains travaux notamment les matériels de cantonage manuel dont les charges devraient être couvertes par ces frais-là.

Les résultats fournis par les membres de structures de paix apparaissent convainquant pour signifier que ces acteurs s'étaient suffisamment appropriés le processus. Cela s'explique par la mise en œuvre d'une stratégie de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans le processus de stabilisation.

Ce dialogue a été aussi une occasion d'échange d'expériences entre les structures communautaires engagées dans les actions de sensibilisation des groupes armés, notamment dans les Bunyakiri, Katasomwa, Nyabibwe et Lumbishi dans le territoire de Kalehe et les acteurs du territoire de Shabunda. Les stratégies mise en œuvre dans chaque axe ont servi de leçons pour les acteurs des autres axes.

Par rapport à l'appropriation des initiatives des ONG par l'Etat, les acteurs ont été édifiés par les autorités provinciales, sur le mode de collaboration et/ou du genre du partenariat qui existe entre par exemple APC et l'Etat congolais. A ce sujet, elles ont expliqué que toutes les actions des ONGs sont mise en œuvre avec l'autorisation de l'autorité publique. Aucune ONG ne peut fonctionner sans l'autorisation de l'Etat.

La participation des autorités provinciales dans ce dialogue a non seulement réconforté les membres des structurés communautaires qui sensibilisent les groupes armés mais aussi a suscité plus d'engagement des autorités locales dans les actions. En effet, la participation des autorités de ce niveau est un signal fort que le processus est bel et bien soutenu par le gouvernement. Ce qui crédibilise aussi APC vis-à-vis des acteurs locaux et tous ses partenaires.

Pour toutes les parties prenantes au processus, le « *dialogue social* » est une approche précieuse qui permet aux différents acteurs de se découvrir et d'harmoniser leur divergence de vue pour construire la paix à tout prix.

7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Il était organisé durant deux jours soit du 5 au 6 avril 2017 dans le cadre du programme *Tujenge Amani*, les travaux du dialogue social sur les causes de la persistance des groupes armés dans les territoires de Kalehe et de Shabunda.

Trois principaux moments ont caractérisé ces travaux à savoir premièrement les exposés des structures communautaires de paix qui travaillent sur le changement mental des acteurs afin qu'ils se prennent en charge pour participer à la stabilisation. Ces exposés ont été faits dans le but de partage d'expériences des CDM, noyaux *Tujenge Amani* et autres personnalités entre autres les membres de Lusu Shabunda. Ceux-ci ont fait une présentation sur l'état de lieu de

la présence des groupes armés à Shabunda. D'autres exposés ont fait état de l'expérience vécue dans les hauts plateaux de Kalehe.

Dans l'ensemble des présentations faites à cette occasion par les acteurs de Kalehe, 10813 membres de communautés du territoire de Kalehe ont été sensibilisés sur le processus de la stabilisation et de la consolidation de la paix, plus particulièrement avec de messages demandant aux membres des communautés de se désolidariser des groupes armés et aux leaders de ces groupes de comprendre l'importance de réintégrer le processus DDR pour la paix. Ces séances de sensibilisation menées par les membres de communautés de Shabunda et Kalehe en collaboration avec les autorités locales toutes catégories confondues, ont fait que 1570 jeunes acceptent la démobilisation (ont quitté les groupes armés) et remettent 456 armes aux responsables des FARDC.

Deuxièmement, ce dialogue a permis aux acteurs d'identifier les causes majeures de la persistance de GA. Ils ont ainsi proposé des pistes de solution et désigné les responsables de mise en œuvre. Troisièmement, les engagements ont été également pris par chaque catégorie d'acteurs participant en vue de consolider les efforts de paix déjà en cours. Au regard des résultats dégagés dans les diverses présentations et compte tenu de défis majeurs relevés, les acteurs ont formulé les recommandations suivantes :

1. A l'APC d'organiser un dialogue transfrontalier entre les Leaders des communautés du Sud Kivu et de Masisi au Nord-Kivu au sujet de la sécurité dans la zone frontalière et faire le suivi des engagements issus de celui-ci et en plus étendre les activités de réduction de violence dans d'autres territoires de la province du Sud Kivu ;
2. Au Gouvernement Provincial du Sud-Kivu de mener un plaidoyer auprès du gouvernement central de la RDC pour qu'il améliore et renforce les mécanismes d'encadrement des jeunes démobilisés dans les provinces concernées ;
3. Au gouvernement central d'améliorer les conditions de traitement des FARDC afin qu'elles soient plus agissantes et plus efficaces contre les milices. Accompagner les Associations non gouvernementale de droit congolais œuvrant dans leur lutte noble de contribuer à la stabilisation des zones post conflits ;
4. A l'Ambassade Suisse en RDC de définir avec son partenaire APC les stratégies capables de consolider les résultats atteints pendant cette première phase du programme et surtout que les réalités contextuelles démontrent clairement que le chemin à parcourir est encore long. Que la deuxième phase du programme envisage des activités d'encadrement socio-professionnel des jeunes qui se sont désengagés des groupes armés avec un focus sur l'amélioration de la gouvernance locale.
5. Regrouper à Shabunda (point de conception et de départ de groupe armé RM) autour d'une même table les acteurs de Shabunda, Kalehe, Kabare et Walungu sur la question de la stabilité ;

Fait à Bukavu, le 15 avril 2017

Pour APC

L'équipe Programme